

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député est probablement extraordinaire. Il parle des superprofits des banques et nous demande d'intervenir. La Chambre qui était justement saisie hier soir de cette question, a répondu non. Est-ce que le député n'est pas au courant? Il n'a pas l'air de connaître la décision déjà adoptée par la Chambre des communes, qui a jugé que l'adoption d'un pareil impôt n'est pas opportune en ce moment.

D'ailleurs, il n'y a pas eu que les députés gouvernementaux qui ont voté contre. Un grand nombre de députés de l'opposition officielle ont dit qu'ils voudraient avoir plus de renseignements avant d'adopter une mesure fiscale, en réponse à la motion de défiance présentée par le chef du Nouveau parti démocratique. Je trouve que de jour en jour ses questions deviennent de plus en plus aberrantes.

* * *

● (1125)

LE BUDGET

L'ANNONCE DE CHANGEMENTS AVANT NOËL

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, les Canadiens s'étonnent chaque jour davantage du comportement du ministre des Finances. Après le vote sur le budget, le ministre a déclaré qu'il envisageait d'apporter des changements à son budget. Il y a donc de quoi être étonné, de le voir s'obstiner à refuser de voir les choses en face et d'admettre qu'un impôt sur les profits excessifs n'est pas ridicule. S'il a pu revenir sur sa position sur certains aspects du budget pourquoi ne pourrait-il pas le faire encore. Il a dit que des modifications seraient apportées au budget.

C'est pourquoi j'aimerais que le ministre nous dise si, en dépit des récents votes, il compte annoncer à la Chambre des changements avant l'ajournement de la fin de la semaine prochaine, ou s'il compte attendre que les députés soient rentrés chez eux pour annoncer des modifications dont il sait qu'elles seront inacceptables pour les Canadiens?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai répondu hier à une question identique d'un député de Vancouver. J'ai déclaré alors que je recevais les représentants de différents groupes, que je notais leurs remarques et que j'annoncerai des changements si j'en voyais la nécessité. Je tâcherai de le faire

Questions orales

d'ici vendredi prochain si cela s'avère possible. Je préférerais certes le faire ici même ou du moins en informer les députés.

M. Clark: Vous allez faire preuve d'autant de lâcheté que M. Pepin dans l'affaire de VIA Rail.

M. MacEachen: Voilà ce que je compte faire. Si la Chambre siège toujours au moment où je déciderai des changements, il va de soi que je l'en informerai.

* * *

LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL

LES RÉPERCUSSIONS SUR L'INDUSTRIE

M. Scott Fennell (Ontario): Madame le Président, je voulais poser ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui était d'abord assis avec le NPD, qui a ensuite repris sa place et qui, maintenant, répond à une question d'un de ses électeurs en colère. Puis-je attendre son retour pour poser ma question, madame le Président?

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Le voilà

Des voix: Bravo!

M. Fennell: Madame le Président, je voudrais poser ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Vous vous souviendrez qu'en octobre de l'année dernière il a présenté, ou plutôt le ministre des Finances a présenté en son nom un Programme énergétique national extrêmement négatif qui a causé énormément de tort à toutes les petites sociétés pétrolières canadiennes, aux entreprises de service et de forage. Le ministre a-t-il pris le temps d'examiner les dommages que la non-déductibilité des intérêts va encore causer à ces petites entreprises canadiennes et, dans l'affirmative, que va-t-il faire pour y remédier?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, l'année dernière, le gouvernement a présenté un Programme énergétique national qui s'est traduit par une canadianisation importante de l'industrie pétrolière et gazière par rapport à l'année dernière.

Des voix: Bravo!

M. Lalonde: Grâce à ce programme, ce secteur a été restructuré en faveur des Canadiens, plutôt qu'en faveur des multinationales que le député et son parti ont toujours si bien soutenues. Nous avons également présenté une mesure, le bill C-48, que la Chambre a finalement adopté après un an d'obstruction de la part de l'opposition, et qui assurera la mise en valeur des terres du Canada dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Des voix: Bravo!